BULLETIN DE VOTE PAR CORRESPONDANCE.

JE SOUSSIGNÉ(E) :

M./Madame/Société ……, actionnaire de la SONATEL, SA avec Conseil d'Administration au capital social de 50 milliards de F CFA, immatriculée au RCCM de Dakar sous le numéro SN.DKR 74 B 61, ayant son siège social au 64, Voie de Dégagement Nord (VDN) à Dakar

Demeurant à/Ayant son siège social à ……
…… Propriétaire de..... actions.

ÉMET LES VOTES SUIVANTS SUR LES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES A L'AGM DU 17 AVRIL 2025 :

(Ce bulletin doit être déposé à la SONATEL au plus tard 24 heures avant l'Assemblée Générale Mixte)

PROJETS DE RÉSOLUTIONS	OUI	NON	ABSTENTION
Projet de résolution 1 : Examen et approbation des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024			
Projet de résolution 2 : Affectation du résultat de l'exercice 2024			
Projet de résolution 3 : Ratification de la cooptation de Monsieur Babacar DIAGNE			
Projet de résolution 4 : Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Abdoulaye SAMB			
Projet de résolution 5 : Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Hugues FOULON			
Projet de résolution 6 : Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur François Robert Lat COLLIN			
Projet de résolution 7 : Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Babacar DIAGNE			
Projet de résolution 8 : Approbation des conventions réglementées signées avec OMEA			
Projet de résolution 9 : Approbation des autres conventions réglementées			
Projet de résolution 10 : Attribution gratuite d'actions au personnel concerné			
Projet de résolution 11 : Pouvoirs pour l'accomplissement de formalités			

Fait et signé le 2025

M./Madame/Société ……
Actionnaire de la SONATEL

SONATEL

ANNEXE : TEXTE DES PROJETS DE RÉSOLUTIONS.

PROJET DE RÉSOLUTION 1 : **EXAMEN ET APPROBATION DES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

1. du Rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2024 et sur les comptes dudit exercice,
2. du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur les états financiers de cet exercice,

Approuve les états financiers de la SONATEL de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces Rapports.

En conséquence, prenant acte du Rapport Général des Commissaires aux Comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

PROJET DE RÉSOLUTION 2 : **AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2024**

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration et après en avoir délibéré décide de :

- Fixer à 1.838,89. F CFA le dividende brut revenant à chaque action.

  Après déduction de la retenue à la source de 10% au titre de l'IRVM, le dividende net de 1.655 F CFA par action sera mis en paiement à compter du 22 mai 2025.

- Reporter le reliquat du résultat net, soit 58.199.336.773. F CFA, en réserves libres

PROJET DE RÉSOLUTION 3 : **RATIFICATION DE LA COOPTATION DE M. BABACAR DIAGNE.**

Sur proposition du Conseil d'Administration et après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale décide de ratifier la cooptation de M. Babacar DIAGNE, coopté lors de la réunion du Conseil d'Administration du 24 octobre 2024 en remplacement de M. Daouda CISSE, démissionnaire.

À la suite de cette ratification, M. Babacar DIAGNE conservera son mandat pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera en 2025 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

PROJET DE RÉSOLUTION 4 : **RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE M. ABDOULAYE SAMB.**

L'Assemblée Générale constate que le mandat de M. Abdoulaye SAMB arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

Elle décide de renouveler le mandat de M. Abdoulaye SAMB pour une durée de trois (03) ans qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera en 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

M. Abdoulaye SAMB dont le mandat a été renouvelé déclare accepter ce renouvellement et précise qu'il n'est frappé d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de l'empêcher d'exercer les fonctions d'administrateur.

SONATEL

PROJET DE RÉSOLUTION 5 : **RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE M. HUGUES FOULON.**

L'Assemblée Générale constate que le mandat de M. Hugues FOULON arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

Elle décide de renouveler le mandat de M. Hugues FOULON pour une durée de trois (03) ans qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera en 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

M. Hugues FOULON dont le mandat a été renouvelé déclare accepter ce renouvellement et précise qu'il n'est frappé d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de l'empêcher d'exercer les fonctions d'administrateur.

PROJET DE RÉSOLUTION 6 : **RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE M. FRANCOIS ROBERT LAT COLLIN.**

L'Assemblée Générale constate que le mandat de M. François Robert Lat COLLIN arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

Elle décide de renouveler le mandat de M. François Robert Lat COLLIN pour une durée de trois (03) ans qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera en 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

M. François Robert Lat COLLIN dont le mandat a été renouvelé déclare accepter ce renouvellement et précise qu'il n'est frappé d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de l'empêcher d'exercer les fonctions d'administrateur.

PROJET DE RÉSOLUTION 7 : **RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE M. BABACAR DIAGNE.**

L'Assemblée Générale constate que le mandat de M. Babacar DIAGNE arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale Ordinaire.

Elle décide de renouveler le mandat de M. Babacar DIAGNE pour une durée de trois (03) ans qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera en 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

M. Babacar DIAGNE dont le mandat a été renouvelé déclare accepter ce renouvellement et précise qu'il n'est frappé d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de l'empêcher d'exercer les fonctions d'administrateur.

PROJET DE RÉSOLUTION 8 : APPROBATION DES CONVENTIONS RÈGLEMENTÉES SIGNÉES AVEC OMEA.

Après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les conventions suivantes signées avec OMEA et ORANGE : (1) le contrat entre Sonatel et OMEA relatif à la fourniture du service SEC (Security Expertise Center), (2) la convention Ookla avec OMEA.

PROJET DE RÉSOLUTION 9 : APPROBATION DES AUTRES CONVENTIONS RÈGLEMENTÉES.

Après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve (1) le contrat entre ORANGE Bank Africa, la SONATEL et OFM Sénégal relatif à la fourniture du service de crédit et d'épargne via ORANGE

Money, (2) le contrat entre la SONATEL, ORANGE Mali, ORANGE Bissau et ORANGE Guinée pour la mise en place d'un Centre de Développement ICT, (3) l'avenant au contrat d'assistance technique avec OFM Sénégal,

PROJET DE RÉSOLUTION 10 : **ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS AU PERSONNEL CONCERNE.**

Conformément aux dispositions des articles 626-1 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE, l'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes :

- autorise le Conseil d'Administration, à procéder :
  - en une ou plusieurs fois, à des attributions d'actions gratuites d'un nombre maximum de 1.318.704 actions ordinaires existantes ou à acquérir, au profit des membres du personnel salarié et les mandataires sociaux concernés,
  - dans un délai maximal d'un (01) an, à compter de l'acquisition de chaque lot d'actions, à leur attribution gratuite au profit du personnel salarié concerné .
- décide que :
  - la présente délégation pourra être utilisée par le Conseil d'Administration à tout moment pendant une durée de trente-six (36) mois consécutifs,
  - la durée de la période d'acquisition, pour chaque salarié bénéficiaire, est égale à la durée restant à courir entre la date de l'attribution et la date de départ à la retraite/préretraite , du départ négocié. L'attribution définitive ne pourra pas être acquise avant la fin de cette période d'acquisition sauf en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire se trouvant dans l'incapacité d'exercer une profession quelconque. La durée minimale de la période d'acquisition, dans tous les cas, sera de deux (02) ans minimum,
  - l'obligation de conservation desdites actions est supprimée dans la mesure où la période d'acquisition est au moins égale à quatre (04) ans. L'Assemblée Générale précise donc que ces actions ne pourront être cédées qu'au moment de la retraite/préretraite, du départ négocié, du décès ou de l'invalidité des bénéficiaires,
- dit que :
  - l'attributaire d'actions gratuites (1) a droit aux dividendes pendant la période d'acquisition (2) et décide qu'en cas de démission ou de licenciement, les actions du salarié concerné seront reprises et attribuées à un autre salarié dans un délai d'un an (01) à compter de la démission ou du licenciement du bénéficiaire précédent conformément à l'article 640 de l'Acte Uniforme précité,
  - l'acquisition des actions sera effectuée par prélèvement obligatoire, à concurrence du montant des actions à attribuer, sur la part des bénéfices de chaque exercice, pendant la période d'acquisition, ainsi que des réserves, à l'exception de la réserve légale,
  - les actions gratuites qui seront attribuées doivent être inscrites dans un compte nominatif au nom de leur bénéficiaire, mentionnant, l'indisponibilité et la durée de celles -ci, et de lever l'indisponibilité des actions pour toute circonstance pour laquelle la présente résolution ou la règlementation applicable permettrait la levée de l'indisponibilité,
  - le pourcentage maximal du capital social pouvant être attribué à titre gratuit à 10%, selon la libre décision du Conseil d'Administration,
- donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de :
  - fixer les termes définitifs du plan d'attribution gratuite des actions dans les limites de la présente autorisation,
  - modifier la durée de la période d'acquisition et de la période de conservation desdites actions conformément à l'Acte Uniforme précité,

- modifier plus généralement les conditions d'attribution des actions gratuites conformément à la présente résolution et aux dispositions légales applicables.

- prend acte que :

  - le régime fiscal de l'attribution gratuite des actions au profit de salariés par usage de la présente autorisation est issu des dispositions du Code général des impôts et de tout texte légal ou réglementaire y relatif.
  - conformément aux dispositions précitées, un rapport spécial du Conseil d'Administration informera chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire des opérations réalisées conformément à la présente autorisation.

PROJET DE RÉSOLUTION 11 : POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DE FORMALITÉS.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'originaux, copies ou extraits des présentes résolutions à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi.

Fin du document

SONATEL

POUR LE GRAND PUBLIC

POUVOIR POUR REPRESENTATION A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DE LA SONATEL DU JEUDI 17 AVRIL 2025.

JE SOUSSIGNÉ(E) :

M./Madame …… actionnaire de la SONATEL, SA avec Conseil d'Administration au capital social de cinquante (50) milliards de F CFA, immatriculée au RCCM de Dakar sous le numéro SN.DKR 74 B 61, ayant son siège social au 64, Voie de Dégagement Nord (VDN) à Dakar

Demeurant à/Ayant son siège social à ……
…… propriétaire de..... actions.

DONNE POUVOIR A :

Monsieur/Madame…… demeurant à …… à l'effet de me représenter à l'Assemblée Générale de la SONATEL qui sera organisée **par visioconférence et en présentiel le jeudi 17 avril 2025 à 10 heures dans ses locaux situés au Technopole à Dakar** à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Examen et approbation des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
2. Affectation du résultat de l'exercice 2024,
3. Ratification de la cooptation de M. Babacar DIAGNE,
4. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Abdoulaye SAMB,
5. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Hugues FOULON,
6. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. François Robert Lat COLLIN,
7. Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Babacar DIAGNE,
8. Approbation des conventions réglementées signées avec OMEA,
9. Approbation des autres conventions réglementées,
10. Attribution gratuite d'actions au personnel concerné,
11. Pouvoirs pour l'accomplissement de formalités.

EN CONSÉQUENCE :

Le mandataire devra assister à la réunion de l'Assemblée Générale Mixte, prendre part au vote sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Dans le cas où cette Assemblée ne pourrait délibérer à la majorité requise pour la validité des décisions, le présent pouvoir conservera ses effets pour l'Assemblée réunie ultérieurement sur deuxième convocation avec le même ordre du jour.

IMPORTANT :

Cette procuration doit être déposée à votre SGI ou au siège de la SONATEL au plus tard le 16 avril 2025.

Les paramètres de connexion à la visioconférence (identifiant et mot de passe doivent être communiquées à votre mandataire pour lui permettre d'assister à l'AGM et de voter les projets de résolutions en votre lieu et place.

Pour plus d'informations, merci de vous rendre sur le site www.sonatel.sn à la rubrique « Assemblée Générale »

Fait à …….. le.....2025

⇨ LA SIGNATURE DOIT ÊTRE LÉGALISÉE À LA POLICE OU À LA MAIRIE
⇨ LE PERMIS DE CONDUIRE N'EST PAS ACCEPTÉ COMME PIÈCE D'IDENTIFICATION